Le Conseil d'Administration de l'Université de Montpellier, dans sa séance du 16 novembre 2015, sous la présidence de M. Philippe AUGÉ, Président de l'Université de Montpellier,
Vu le livre VII du Code de l'Éducation,
Vu l'avis du Comité Technique réuni le 9 novembre 2015,
Vu les statuts de l'Université de Montpellier,
La Directrice de la Direction de la Vie des Campus entendue,

a délibéré :

Objet : Direction de la Vie des Campus : approbation des statuts de la commission d'action sociale.

Après s'être assuré du quorum, suite à la présentation et aux débats qui s'en sont suivis, le Président de l'Université demande aux membres de se prononcer.

Résultat du vote :
Membres en exercice : 37
Membres présents et représentés : 28
Membres n'ayant pas pris part au vote : 0
 Suffrages valablement exprimés : 28

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Les statuts de la commission d'action sociale, tels que joints en annexe, sont approuvés à l'unanimité des membres du Conseil d'Administration.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Montpellier, le 17 novembre 2015.

La Président de l'Université de Montpellier

Philippe AUGÉ

Statuts de la Commission Sociale de l’Université de Montpellier

CT du 09 novembre 2015
CA du 16 novembre 2015

Article 1 : Missions de la commission
Une commission sociale est créée au sein de l’Université de Montpellier. Cette commission a pour mission de venir en aide aux personnels de l’établissement, pour permettre aux agents de surmonter des difficultés financières imprévissibles compromettant gravement leur environnement matériel, ainsi que celui de leur famille. Elle examine les demandes et donne un avis sur l’attribution d’aides financières ou de prêts sans intérêt.

Article 2 : Composition de la commission
La commission est présidée par le chef d’établissement ou son représentant.
Elle est, en outre, composée des membres suivants :
- Le (la) Vice-Président(e) délégué(e) à la responsabilité sociale de l’université ;
- Le Directeur Général des services ;
- Le (la) Directeur(rice) et/ou directeur(rice) adjoint(e) de la vie des campus ;
- Le (la) Directeur (rice) des Ressources Humaines ou son représentant ;
- Les assistant(e)s de service social de l’Université de Montpellier ;
- 4 représentants des personnels désignés de la manière suivante :
  o 2 représentants élus par le conseil d’administration : après appel à candidature, 1 membre élu par et parmi les représentants des enseignants chercheurs et enseignants, membres du conseil d’administration ; 1 membre élu par et parmi les représentants des personnels BIATS, membres du conseil d’administration, à la majorité absolue des membres présents et représentés au premier tour, ou à la majorité relative des membres présents et représentés en cas de second tour.
  o 2 représentants élus par le comité technique parmi les membres titulaires et suppléants du comité technique, après appel à candidature, à la majorité absolue des membres présents et représentés au premier tour, ou à la majorité relative des membres présents et représentés en cas de second tour.

Ces représentants des personnels siègent au sein de la commission sociale jusqu’au terme de leur mandat d’élus au conseil d’administration ou au comité technique selon le cas.
Membres invités :
Est invité(e) de droit à la commission sociale :
- Le (la) responsable du service action sociale et de loisirs qui assure le suivi administratif et le secrétariat des commissions.
Par ailleurs, sera invitée autant que de besoin toute personne qui pourra intervenir en qualité d'expert sur des points spécifiques portés à l'ordre du jour.

**Article 3 : Bénéficiaires**
Les bénéficiaires sont les fonctionnaires titulaires et stagiaires de l'Université de Montpellier, en activité, ainsi que les personnels contractuels de l'Université de Montpellier bénéficiant d'un ou plusieurs contrats d'une durée initiale ou cumulée de 6 mois minimum.

**Article 4 : Organisation et fonctionnement**
La commission d'action sociale se réunit, en fonction des demandes, une fois par mois environ.
Elle délibère sur des dossiers anonymes après évaluation globale et présentation des dossiers par l'assistant(e) de service social.
Si la situation le justifie, plusieurs aides ponctuelles peuvent être exceptionnellement versées à la même personne au cours d'une même année universitaire mais dans la limite d'une seule aide pour un motif donné.
Lors de l'examen des situations, les membres de la commission s'engagent à examiner objectivement chaque situation, dans le respect de l'enveloppe globale allouée annuellement à la commission sociale.

**Article 5 : Commission restreinte en cas de situation d'urgence**
En cas de situation d'urgence, la commission peut se réunir en comité restreint. Celui-ci est composé comme suit :
- Le chef d'établissement ou son représentant ;
- Le ou la Vice-Président(e) délégué(e) à la responsabilité sociale de l'université ;
- Le (la) Directeur(rice) ou Directeur(rice) adjoint(e) de la vie des campus ;
- L'assistant(e) de service social

Le montant maximum de l'aide allouée est de 300 €. Le dossier présenté pourra faire l'objet d'un nouvel examen lors de la commission suivante.

**Article 6 : Confidentialité et secret professionnel**
Les conditions d'examen des demandes d'aides sociales ont pour corollaire l'exigence d'un respect absolu, par l'ensemble des membres participant à la commission, de l'obligation de secret professionnel, comme définit aux termes de l'article 26 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. En matière d'examen des demandes d'aides sociales en commission d'action sociale, l'ensemble des membres présents est soumis à l'obligation de secret en raison même du caractère confidentiel des informations traitées.
Article 7 : Modalités de versement
Le paiement est confié à l'agent comptable. Le versement de l'aide s'effectue par virement bancaire, par chèque ou espèces. Dans certaines situations, le versement peut être effectué à un tiers (bailleur, créancier).

Article 8 : Modalités d'adoption et de révision des statuts
Les statuts de la commission sociale sont adoptés par délibération du conseil d'administration à la majorité des suffrages exprimés après avis du comité technique. Ils peuvent être modifiés par délibération du conseil d'administration, suivant les mêmes formes.